

Déclaration commune
des Evêques de Guadeloupe, Guyane et Martinique
à propos des prochaines élections cantonales et régionales

Un enjeu de solidarité et de justice

Les prochaines élections cantonales et régionales comportent des enjeux pour notre vie en Guadeloupe, Guyane et Martinique et concernent des valeurs qui ne peuvent laisser aucun citoyen indifférent, surtout s'il est chrétien.

Elles nous appellent à confier à nos élus de grandes responsabilités et ne peuvent à aucun titre être considérées comme mineures. Leurs conséquences affecteront de près ou de loin la vie quotidienne de tous et nous appellent à remplir impérativement notre devoir électoral.

Des nouvelles compétences qui appellent à plus de civisme

Les actions de la Région engagent l'avenir par la définition de stratégies de développement, le soutien à la recherche, la formation professionnelle, les programmes de santé ou la gestion des lycées. Elles favorisent la promotion d'activités économiques nouvelles.

Le Département, par la gestion des routes, des collèges et surtout de l'action sociale (jeunes en difficulté, personnes âgées, logements sociaux), doit assurer une part essentielle de la solidarité nationale et affronter des situations d'appauvrissement et de déséquilibre qui peuvent mettre en péril le lien social.

Dans ces conditions et tout d'abord, il ne saurait être question pour un citoyen de s'abstenir de remplir son devoir électoral à l'occasion d'élections d'autant plus importantes qu'elles surviennent après un scrutin, celui du 7 décembre dernier, où la Martinique et la Guadeloupe ont été consultées pour la première fois sur leur avenir politique. L'évolution statutaire choisie par St Barthélémy et St Martin nous rappelle d'ailleurs qu'aucun statut n'est figé et que, sur ce point, la réflexion peut rester ouverte.

Le devoir de voter a d'autant plus d'importance, aujourd'hui que les dispositions nouvelles de la Constitution et des lois sur la décentralisation donnent ou donneront des compétences et des pouvoirs sensiblement élargis au Département et à la Région. Les nouveaux moyens de financement prévus devraient permettre une meilleure visibilité économique à long terme, pour peu qu'existent chez les nouveaux élus la volonté, le dynamisme prospectif et les capacités à agir.

La répartition des responsabilités entre l'Etat et les assemblées locales - pour financer l'aménagement du territoire, la couverture sociale et les conditions de la vie commune - vont donc subir d'importants changements.

Appel aux candidats et aux citoyens

De nouveaux acteurs, notamment les femmes, arrivent heureusement sur la scène politique. Nous espérons qu'elles sauront assainir les débats et équilibrer les projets en direction de tous, surtout des plus pauvres.

L'attention des candidats et du personnel des médias doit donc être spécialement attirée sur la nécessité de prendre en compte ces données dans les débats publics et de continuer à éclairer les citoyens de manière détaillée et aussi objective que possible sur les enjeux précis des prochaines élections.

En particulier, une véritable politique locale ne saurait ignorer la désespérance de nos populations face au chômage, notamment celui des jeunes, aux redoutables questions posées par la consommation croissante de stupéfiants et la violence insupportable qui s'installe peu à peu, même s'il doit être ici reconnu l'effort signalé de la puissance publique d'Etat et des autorités locales élues dans ce dernier domaine.

Il subsiste encore d'inquiétantes poches de misère et d'habitat insalubre que les sentiments de solidarité élémentaire - mais si typiquement chrétienne - commandent de résorber au plus tôt.

Enfin, nous n'échapperons pas plus que d'autres au vaste mouvement de mondialisation des économies et des cultures qui affecte la planète.

Mais il nous appartient, que nous soyons citoyens ou élus, d'en profiter sans y perdre notre âme. Nos cultures locales comportent des valeurs qu'il nous appartient, à nous, de savoir discerner, sauvegarder et orienter vers le partage et l'universel, lorsqu'elles concourent à un plus grand respect de l'homme. Tous devront y être attentifs.

Par ailleurs, s'il est utile et justifié, pour un citoyen libre, de pouvoir acheter et consommer librement ce dont il a besoin, nous devons veiller à ne pas devenir des esclaves de la consommation ou des objets. Ceux-ci peuvent nous servir, mais ne doivent jamais devenir nos maîtres, nous transformant en consommateurs compulsifs, peu soucieux des solidarités élémentaires ou du respect dû à tout homme, devenus idolâtres des choses au détriment du respect dû aux hommes.

De telles idolâtries existent : soyons donc soucieux de promouvoir, dans nos cultures, tout ce qui rapproche, identifie, aide à la réflexion, en contrecarrant les effets d'un consumérisme galopant.

Nos élus devront aussi avoir ces soucis-là.

Pensons enfin, en ces temps troublés pour notre Caraïbe, à l'aide spirituelle, économique et morale que nous devons apporter à nos frères de Haïti.

A l'occasion de ces élections se joue, pour les années qui viennent, l'exercice fondamental de nos responsabilités communes : elles concernent l'avenir immédiat de nos sociétés, dans un contexte difficile, mais heureusement rénové par la loi sur la parité des hommes et des femmes sur les listes de candidats. Elles tendent notamment à promouvoir un véritable décollage économique des Antilles-Guyane.

Il faut très vivement le souhaiter, car plus il y a de richesses créées, plus grandes seront les possibilités de les partager équitablement.

Appel aux chrétiens

Mais les chrétiens ne devront jamais cesser de se souvenir que s'ils doivent impérieusement participer à la vie publique par leurs suffrages ou leurs candidatures, ils doivent aussi mettre en pratique, et veiller à ce que soient pratiquées, des vertus chrétiennes fondamentales, dont l'essentiel peut se résumer en ce précepte : ne jamais cesser de respecter tout être humain.

Etre fidèle à la vérité, notamment dans le débat.

Etre courtois et humain avec toute personne, notamment les adversaires qui, tous, ont droit au respect.

Etre tolérant, tout en étant ferme dans ses convictions.

Etre honnête intellectuellement et matériellement.

Etre soucieux de vraie justice et de réelle solidarité.

Avoir le souci des plus faibles.

Ne pas juger à la légère.

Même dans les délicates - et inévitables - discussions politiciennes, ne jamais oublier ce bien commun de tous qui est la seule raison pour laquelle nous déléguons à nos élus le droit de gérer à notre place : qu'ils en usent pour le bien de tous et dans le seul but de servir.

En résumé, citoyens ou candidats, soyons avec réalisme des apôtres du respect de l'homme car demain, vainqueurs ou vaincus, n'aurons-nous pas à nous rencontrer pour le plus grand bien de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ?

Comment le faire utilement sans un minimum de respect ?

En Jésus Christ, notre Seigneur, nous avons un bon Maître en respect des personnes : puisse-t-il continuer à nous inspirer toujours davantage.

+ Michel MÉRANVILLE
Archevêque nommé de la Martinique

+ Maurice MARIE-SAINTE
Administrateur Apostolique de la Martinique

+ Ernest CABO
Evêque de la Guadeloupe

+ Louis SANKALÉ
Evêque de la Guyane française